



HAL
open science

Des prisonniers de guerre. Une perspective historique

Gérald Arboit

► **To cite this version:**

Gérald Arboit. Des prisonniers de guerre. Une perspective historique. Les prisonniers soviétiques dans l'industrie de guerre allemande en Lorraine, en Belgique et au Luxembourg, 1942-1945, Renaissance du Vieux Metz et des pays lorrains; Gérald Arboit, Mar 2019, Metz, France. hal-04090432

HAL Id: hal-04090432

<https://hal.science/hal-04090432>

Submitted on 5 May 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - ShareAlike 4.0 International License

Des prisonniers de guerre. Une perspective historique

Gérald Arboit
Chercheur-associé
UMR SIRICE
Paris Sorbonne Paris 1-4

Sans être une énigme historiographique, la question des prisonniers de guerre est relativement peu étudiée. Et quand elle l'est, elle est fortement centrée sur son aspect national et sur la Seconde Guerre mondiale. On mesure cette particularité si l'on cherche à se documenter sur les prisonniers de guerre en relation avec la Russie ou l'Union soviétique en interrogeant les bases de données bibliographiques, comme le Système universitaire de documentation (Sudoc) en France ou *Literatur über Russland* (RussGus) en Allemagne. De cette comparaison, il apparaît toutefois une plus large part d'études consacrées au sort des prisonniers soviétiques dans le *Reich* dans l'historiographie allemande, alors que l'historiographie française n'y consacre aucune. En Russie, la question des prisonniers était tout bonnement taboue jusque dans les dernières années de l'Union soviétique¹.

Publication sur les « prisonniers de guerre » et la Russie/Union soviétique depuis 1974 en France et en Allemagne

	Prisonniers de guerre soviétiques en...	Prisonniers de guerre en Union soviétique
France	0	9
Allemagne	87	137

Ce particularisme apparaît pleinement en Alsace et en Moselle. Il correspond à un « imaginaire social » répondant indirectement à une recherche de racines de la part de classes populaires bouleversées par l'évolution sociale². Il est le produit d'une rencontre des techniques modernes de communication et de l'essor de la société de communication, induisant un rapport esthétique au monde fondé sur une interaction entre le réel et l'imaginaire³. Le « Malgré nous » à Tambov se surimpose dans la mémoire collective à la présence marginale des Soviétiques dans les mines, les usines et les exploitations agricoles. Il contribue même à renforcer la présence de la Seconde Guerre mondiale dans le champ de la recherche. Pourtant, le phénomène de l'emploi carcéral russe/soviétique par les Allemands concerne les deux guerres. Si le renouveau des *War Studies*, à la suite de Nicolas Offenstadt en France, et les perspectives des commémorations du centenaire de la Grande Guerre ont permis l'apparition de grandes synthèses englobantes⁴, au tournant du XXI^e siècle, le seul travail portant sur « l'utilisation de prisonniers de guerre comme main d'œuvre », pour la période 1914-1916 toutefois, date de la fin du XX^e siècle. Gérard Canisi⁵ fut le premier à évoquer la question du travail des prisonniers de guerre dans l'espace lorrain.

Toutefois, pour comprendre l'ampleur et l'organisation de la question concernant les russes/soviétiques, il faut s'en remettre à l'historiographie allemande. Dès 1978, Christian Streit publie *Keine Kameraden. Die Wehrmacht und die sowjetischen Kriegsgefangenen, 1941-1945*⁶. Pour la

¹ Tetiana Pastushenko, « Le prisonnier de guerre comme personnage littéraire : du paria au "héros inconnu" », Cécile Vaissière (dir.), *La fabrique de l'homme nouveau après Staline. Les arts et la culture dans le projet soviétique*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2016, p. 54.

² Michel Hastings, « Crépuscule ouvrier et liturgie patrimoniale », Michel Dreyfus, Claude Penner, Nathalie Viet-Depaule (dir.), *La part des militants*, Paris, l'Atelier, 1996, p. 45.

³ Cf. Edgar Morin, *L'esprit du temps. Névrose*, Paris, Grasset, 1962.

⁴ François Cochet, *Soldats sans armes. La captivité de guerre : une approche culturelle*, Bruxelles, Bruylant, 1998 ; Odon Abbal, *Soldats oubliés. Les prisonniers de guerre français*, Bez-et-Esparon, Études et communications, 2001 ; Frédéric Médard, *Les Prisonniers de guerre en 1914-1918. Acteurs méconnus de la Grande Guerre*, Paris, 14-18 Éditions, 2010 ; Annette Becker, *Oubliés de la Grande guerre. Humanitaire et culture de guerre 1914-1918 : populations occupées, déportés civils, prisonniers de guerre*, Paris, Noësis, 2012.

⁵ *Actes du colloque international sur la logistique des armées au combat durant la Première Guerre Mondiale*, Verdun, 6-8 juin 1980, Nancy, Presses Universitaires de Nancy, 1984, p. 240-259. Cf. le colonel Jan Oborski, « Les prisonniers de guerre (1914-1918) », *La Belgique militaire*, n° 3, juin 1975, p. 24-28.

⁶ Stuttgart, Deutsche Verlags Anstalt, 1978, 2^e éd. Bonn, J.H.W. Dietz, 1991. Cf. *Ibid.*, « Они нам не товарищи [Ce ne sont pas nos camarades] », *Военно-Исторический Журнал* [Journal historique militaire], 1992, n° 1/10, p. 50-58 et « Les prisonniers maudits de la guerre 1939-1945 », *L'Histoire*, n° 59, septembre 1983, p. 10-19.

première fois, un historien se penche sur le sort terrible des Soviétiques capturés par les Allemands. Mais, là encore, il faut attendre le début du XXI^e siècle pour qu'un autre historien allemand, Ulrich Herbert, publie une étude sur l'utilisation économique notamment des travailleurs forcés, dont les prisonniers de guerre, dans l'Allemagne contemporaine. D'abord édité en anglais, en 1991, il n'est traduit en allemand qu'en 2001⁷, ce qui montre que l'Allemagne est également touchée par un « imaginaire social » limitant la recherche à une expiation du nazisme comme idéologie.

En fait, c'est à travers l'histoire locale qu'il importe de faire revivre le passage des prisonniers de guerre dans différents pays d'Europe de l'Ouest. Mais il s'agit plutôt de montrer que les Allemands purent être aussi employés de force dans les industries des pays contre lesquels ils furent en guerre⁸, que de montrer les Russes/Soviétiques sous domination allemande. Quelques études y ont été consacrées, particulièrement en Lorraine⁹. À ce degré de micro-histoire, il est possible de se rendre compte du problème d'accès à des sources autres que celles laissées par les Allemands eux-mêmes. Elles se trouvent dans les fonds d'archives publiques, mais le plus souvent d'archives d'entreprises, qu'il s'agisse de la mine de Saint-Pierremont-Mancieulles¹⁰, de la Division des Mines Françaises de l'ARBED, à Audun-le-Tiche¹¹ ou de l'ARBED, à Luxembourg¹². Ces documents, dont certains étaient parfois destinés à la destruction, permettent de suivre au plus près les mouvements des prisonniers russes/soviétiques, au travers de circulaires générales ou particulières à l'établissement concerné, mais également de saisir la complexité de cette histoire. Ils permettent aussi de faire apparaître une continuité entre les Première et Seconde Guerres mondiales. Seul le caractère idéologique du III^e Reich apporta une complexité particulière.

Les raisons de l'implantation de prisonniers russes/soviétiques en Alsace-Moselle

En 1915 comme en 1941, la décision allemande d'utiliser une main d'œuvre prisonnière dans son industrie repose sur une possibilité prévue par une annexe de la Convention de La Haye du 18 octobre 1907. Dans son article 6 du *Règlement concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre*, il est prévu que la Puissance détentricrice pût utiliser comme travailleurs les prisonniers de guerre selon leur grade, à l'exception des officiers, et leurs aptitudes, à la condition que les travaux ne fussent pas excessifs et qu'ils n'eussent « aucun rapport avec les opérations de guerre (...). « Le salaire des prisonniers contribuera à adoucir leur position, et le surplus leur sera compté au moment de leur libération, sauf défalcation des frais d'entretien. » Après guerre, cet article fut repris par l'article 31 de la 3^e convention (relative au traitement des prisonniers de guerre) de Genève, signée le 27 juillet 1929.

⁷ Ulrich Herbert, *A History of Foreign Labor in Germany, 1880-1980: Seasonal Workers/forced Labourers/guest Workers (Social History, Popular Culture and Politics in Germany)*, Chicago, The University of Michigan Press, 1991, trad. *Geschichte der Ausländerpolitik in Deutschland. Saisonarbeiter, Zwangsarbeiter, Gastarbeiter, Flüchtlinge*, Munich, C.H. Beck, 2001.

⁸ Franck Tison, « Les prisonniers de guerre en Provence durant la première guerre mondiale : du rejet à l'intérêt bien compris », *Provence historique*, n° 64/255, janvier-juin 2014, p. 3-39 ; Philippe Sunou, *Les Prisonniers de guerre allemands en Belgique et la Bataille du charbon, 1945-1947*, Bruxelles, Musée royal de l'Armée, 1980 ; Mikhail Egorovich Erin, « Советские военнопленные в германии в годы второй мировой войны » [Les prisonniers de guerre soviétiques en Allemagne pendant le Seconde Guerre mondiale], *Вопросы Истории* [Questions d'histoire], 1995, vol. 11-12, p. 140-151 ; Sergei Aleksandrovich Il'enkov, Viktor Vasil'evich Mukhin, Pavel Markovich Polian, « Трофейные немецкие картотеки советских военнопленных как исторический источник » [Les fichiers allemands concernant les prisonniers de guerre soviétiques comme source historique], *Новая и новейшая история* [Histoire nouvelle et récente], 2000, n° 2, p. 147-155 ; Pavel Polian (trad. Elaine MacKinnon), « First victims of the holocaust: Soviet-Jewish prisoners of war in German captivity », *Kritika. Explorations in Russian and Eurasian History*, 2005, vol. 6, n° 4, p. 763-787 ; Reinhard Otto, Rolf Keller, Jens Nagel, « Sowjetische Kriegsgefangene in deutschem Gewahrsam 1941-1945. Zahlen und Dimensionen », *Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte*, vol. 56/4, 2008, p. 557-602...

⁹ Gérard Henigfeld, « Les camps de Boulay et du Ban-Saint-Jean », *Les Cahiers des Pays de la Nied*, n° 18, décembre 1992, p. 30-42 ; Paul Bajetti, « Les camps de la faim : Ban-Saint-Jean et Boulay », *Les Cahiers des Pays de la Nied*, n° 29, juin 1998, p. 27-52 ; Gabriel Becker, *Le camp du Ban-Saint-Jean*, chez l'auteur à Ottonville ; Philippe Wilmouth, *Les camps de prisonniers de guerre en Moselle 1940-1948*, Saint-Cyr-sur-Loire, Ed. Alan Sutton, 2009.

¹⁰ Pascal Brenneur, « Les prisonniers russes dans les mines de fer lorraines (1941-1944) », *Mercy Magazine*, n° 73-75, 20 janvier, 3 février et 3 mars 1987, repris dans *Les cahiers lorrains*, n° 1, 1989, p. 39-47.

¹¹ Gérard Arboit, « L'utilisation de prisonniers de guerre russes dans l'industrie ferrifère de la Lorraine allemande pendant la Première Guerre mondiale », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 2001/2-3, n° 202-203, p. 65-79.

¹² Fernando Ricardo Baptista Barra, « Les Ostarbeiter dans la sidérurgie luxembourgeoise (1942-1945) », Charles Barthel/Josée Kirps, *Terres rouges. Histoire de la sidérurgie luxembourgeoise*, 1, Luxembourg, Centre d'études et de recherche européennes Robert Schuman/Archives nationales du Luxembourg, 2009, p.16-70.

Au cours des deux guerres, les autorités militaires allemandes appréhendèrent dans cet état d'esprit l'utilisation de prisonniers de guerre. Au moment de la Première Guerre mondiale, le gouvernement allemand fixa des « principes pour l'occupation des prisonniers de guerre dans l'agriculture, les usines, les mines et dans l'industrie ». Une ordonnance prussienne du 11 septembre 1914, relative aux expropriations de biens ennemis, avait évoqué pour la première fois une telle hypothèse¹³. Mais, il fallut attendre le 15 janvier suivant pour qu'un premier décret fût pris pour l'ensemble du *Reich*. Trois mois plus tard, il fut amendé une première fois ; le 15 octobre 1915, le *Kriegsministerium* arrêta les mesures définitives¹⁴. Elles furent complétées par un ordre du 22 mai. Leur application en *Lothringen* fut prescrite par un ordre du *general der Infanterie* von Owen, gouverneur militaire de Metz, du 31 août 1915¹⁵.

Les mêmes préoccupations initiales agitèrent l'*OberKommando der Wehrmacht* (OKW) en juin 1941 au cours d'une réunion d'experts à Milan. Elles portèrent toutefois sur l'utilisation de prisonniers de guerre uniquement dans les régions occupées de l'Est. Un réseau de camps de transit dans le *Reich* fut prévu. Les industriels allemands, comme les services économiques de l'*OKW*, entendaient obtenir l'autorisation de les employer dans l'économie de guerre. Hermann Göring se révéla un très précieux allié. Le chef de l'aviation allemande dirigeait aussi le consortium, gigantesque et difforme, *Reichswerke Hermann Göring* ; il était au fait des difficultés économiques du *Reich* et obtint le 31 octobre 1941 que l'*OKW* ordonnât l'utilisation des Soviétiques dirigée par un *Geschäftsgruppe Arbeitseinsatz* (service du travail du groupe d'entreprises)¹⁶. Pour ce qui est de l'industrie métallurgique en Moselle, Meurthe-Moselle et Luxembourg, réunie au sein du *Bezirksgruppe Nordwest*, il s'agissait du *Reichsvereinigung Eisen*, cette association du *Reich* pour la production de fer confiée à l'industriel Hermann Röchling à partir de juin 1942. Il lui incombe de répartir la main d'œuvre prisonnière. Les régions du *Bezirksgruppe Nordwest* furent averties à la fin de l'été de la prochaine affectation d'une main-d'œuvre complémentaire. Toutefois, il apparaît que les industriels lorrains reçurent dès septembre leurs premiers contingents, alors qu'au Luxembourg, c'est-à-dire pour les emprises de l'Arbed en Moselle, il fallut attendre octobre¹⁷.

Contrairement à la Première Guerre mondiale, on ne dispose que de chiffres globaux pour la Seconde. À elle seule, cette différence reflète les faiblesses bibliographiques et problématiques concernant cette période. Les données correspondant à la première époque sont donc utiles pour se faire une idée de la situation. À partir de 1915, les prisonniers de guerre russes furent affectés aussi bien dans des exploitations agricoles¹⁸, pour assurer le ravitaillement, que dans les mines de fer et les usines. Si leur nombre total reste inconnu, on peut néanmoins distinguer ceux occupés dans les mines de fer de *Lothringen* et de Lorraine¹⁹ :

Date	Nombre
31 décembre 1915	3 686
31 décembre 1916	10 756
31 décembre 1917	9 557
31 octobre 1918	5 148

Dans les deux Lorraines, les effectifs de prisonniers russes représentèrent près de 30 % de la main d'œuvre employée dans les mines et dans la sidérurgie, alors qu'ils se fixèrent au niveau de l'ensemble du *Reich* à seulement 11 %.

Pour la Seconde Guerre mondiale, l'historiographie allemande nous permet de résoudre le mystère du *M-Stammlager* (Stalag) *XIIF/Z*, cette annexe installée à Boulay en mai 1941. Ce camp

¹³ *Stahl und Eisen* du 8 octobre 1916, p. 959.

¹⁴ Copies des décrets in Archives Départementales de la Moselle (ADM), 16 AL 11 et 11 AL 60.

¹⁵ *Ibid.*, 11 AL 60.

¹⁶ Ulrich Herbert, *Geschichte...*, *op. cit.*, p. 130-138 ; Joseph Billig, « Le rôle des prisonniers de guerre dans l'économie du *Reich* », *Revue d'Histoire de la Deuxième Guerre mondiale*, n° 37, janvier 1960, p. 65-66.

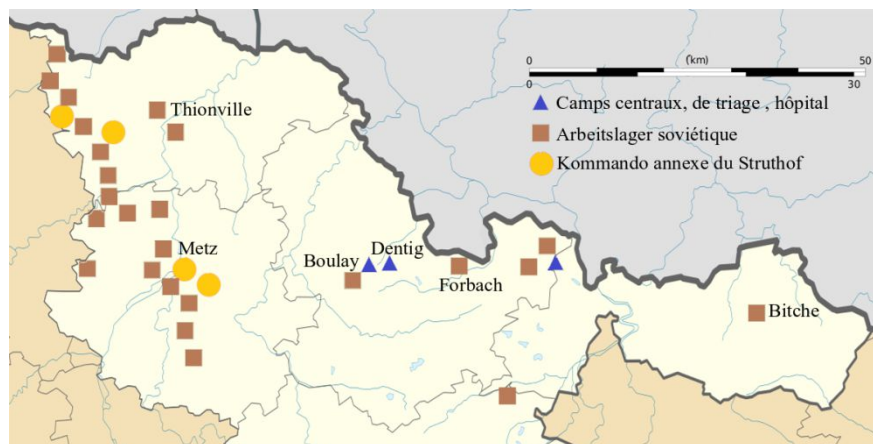
¹⁷ Pascal Brenneur, *op. cit.*, p. 43-44 ; Fernando Ricardo Baptista Barra, *op. cit.*, p. 28.

¹⁸ Ainsi, quarante-cinq d'entre-eux furent placés à Tressange [ADM, 16 AL 11, lettre du Kreisdirektor de Didenhoffen-West à Gemmingen-Hornberg du 29 juin 1916].

¹⁹ Gérard Walter, *L'évolution du problème de la main d'œuvre dans la métallurgie de la Lorraine désannexée*, Mâcon, 1935, p. 186 et Claude Prêcheur, *La Lorraine sidérurgique*, Paris, Editions Sabry, 1959, p. 99.

fonctionna en binôme avec celui du Ban Saint-Jean²⁰, établi en septembre 1941 à Dentig, et reçut, selon le décompte des matricules des prisonniers qui les fréquentèrent, 12 424 soldats soviétiques. Un autre camp fut installé en février 1941 à Trêves, le Stalag XIID, qui accueillit 626 *Ostarbeiter* pour Luxembourg²¹. Ces chiffres définitifs remettent en cause toutes les croyances fantastiques que les différentes mémoires lorraines et luxembourgeoises retinrent depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Il est à noter que ces camps furent adossés à un camp principal qui accueillit des prisonniers de guerre occidentaux ; ces derniers ne purent socialiser avec leurs camarades soviétiques. Un troisième camp, le Stalag XIIE de Metz, ouvert le 2 septembre 1941, fut démantelé le 4 septembre 1942 pour être affecté à l'accueil de prisonniers russes à Zambrów, en Pologne. Après avoir transité par divers camps installés sur le territoire du Reich, les prisonniers arrivèrent à Boulay pour être immatriculés, puis transitèrent par Dentig, avant de rejoindre l'un des quelque soixante *Arbeitskommandos* et les *Gemeinschaftslager der Deutsche Arbeitsfront* qui furent installés en Moselle. La plupart, près de 8 000 en 1943 soit 64 % de l'effectif total, fut affectée à la métallurgie lorraine, tant en Moselle qu'en Meurthe-et-Moselle. Les autres trouvèrent une place dans la centaine de fermes de l'*Ostland*, essentiellement en Meurthe-et-Moselle, bien que quelques cas existassent aussi en Moselle, mais également chez divers employeurs publics, comme l'*Organisation Todt*.

Implantations de prisonniers soviétiques en Moselle²²



Les étapes de l'organisation allemande

L'utilisation de prisonniers de guerre russes/soviétiques n'alla pourtant pas de soi. Elle participe d'une conception de la guerre totale qui apparut au cours de la Première Guerre mondiale. Il s'agit de la *Zwangswirtschaft*, une économie dirigée reposant sur l'organisation du ravitaillement et la mobilisation industrielle. Jusqu'aux premiers mois de 1915, la puissance démographique allemande permit de laisser près de la moitié de ses classes mobilisables dans la production. Mais, des problèmes de main d'œuvre se firent déjà sentir un peu partout sur le territoire du *Reich*. Un *Kriegsrohstoffabteilung*, créé le 13 août au sein du *Kriegsministerium*, devint rapidement le centre de l'organisation militaire de l'économie allemande. Dirigé par Walter Rathenau, directeur de l'*A.E.G.*, il coordonna la répartition des matières premières par l'intermédiaire des cartels regroupant les entreprises consommatrices. Les questions de transports, d'armements, d'emploi et de salaires relevaient quant à elles de l'autorité du *general der Infanterie* Groener. La mobilisation des nouvelles classes pour les premiers mois de 1915 les amena, dès décembre 1914, à s'interroger sur les besoins de

²⁰ Gérard Henigfeld, « Les camps de Boulay et du Ban-Saint-Jean », *Les Cahiers des Pays de la Nied*, n° 18, décembre 1992, p. 30-42, Paul Bajetti, « Les camps de la faim : Ban-Saint-Jean et Boulay », *Les Cahiers des Pays de la Nied*, n° 29, juin 1998, p. 27-52 et Gabriel Becker, *Le camp du Ban-Saint-Jean*, chez l'auteur à Ottonville.

²¹ Reinhard Otto, Rolf Keller, Jens Nagel, *op. cit.*, p. 577.

²² D'après Philippe Wilmouth, *Les camps de prisonniers de guerre en Moselle, 1940-1948*, Saint-Cyr-sur-Loire, Alan Sutton, 2009.

l'économie en main d'œuvre. Des enquêtes régionales furent demandées aux commandants des corps d'armées par le *Kriegsministerium*. Le 28 décembre, le *generalmajor* Friederich, du *VII. Korps*, rendit compte à Groener des manques à l'ouest du *Reich*. Les mines de charbon du *Bezirkspräsidium von Lothringen* n'étaient pas encore touchées, les travailleurs n'ayant pas encore été mobilisés. Mais, ils ne tarderaient pas à l'être, provoquant ainsi la même crise qui frappait déjà la sidérurgie²³. Un mois plus tard, le *generalmajor* Falkenhausen, commandant le *XXI. Korps* de Saarbrück, demandait au *Bezirkspräsident von Gemmingen-Hornberg* quels étaient les besoins des sociétés minières et sidérurgiques du *Gouvernement Metz* en prisonniers de guerre²⁴. Des enquêtes similaires furent faites pour l'agriculture. Pour encadrer cette main d'œuvre, qui avant-guerre exerçait pour la plupart des professions agricoles, les autorités militaires allemandes furent contraintes de démobiliser quelques quatre cents mineurs qualifiés. Pour la réalisation du plan Hindenburg de guerre totale, au début de 1917, les industriels allemands obtinrent encore trois mille cinq cent démobilisations supplémentaires²⁵. Les mesures arrêtées permirent sans aucun doute de faire remonter les effectifs ouvriers à des niveaux similaires à ceux d'avant-guerre. Mais, il en alla autrement de la production...

Vingt quatre ans plus tard, les problématiques furent similaires, mais il fallut l'échec de l'offensive allemande, patent dès décembre 1941, pour que le problème des prisonniers passât de l'OKW vers une structure civile, le *Generalbevollmächtiger für den Arbeitseinsatz* (GBA, Mandataire général de la mobilisation pour le travail). Le 21 mars 1942, l'ancien gauleiter de Thuringe, Fritz Sauckel, fut placé à sa tête par Hitler. Cette mobilisation pour le travail ne reposa pas uniquement sur les prisonniers de guerre soviétiques, mais occupa également des recrues volontaires provenant de Biélorussie et d'Ukraine libérées par la Wehrmacht. Ces dernières se montrèrent heureuses de quitter le régime soviétique, qui les affamait, pour une Europe occidentale qu'elles voyaient comme un nouvel *eldorado*. Leur déception fut à la hauteur de leurs attentes. À partir de novembre 1942, les rafles remplacèrent le volontariat de ceux que l'on connut en Europe de l'Ouest comme des *Ostarbeiter*²⁶. Ainsi se mit en place un système de *Zwangsarbeiter*, c'est-à-dire de travailleurs forcés. Il reposait sur une interface entre le GBA et les entreprises industrielles, à savoir les *Arbeitsämter* et antennes locales du *Reichsministerium für Rüstung und Kriegsproduktion*. Au niveau de ces deux structures se décide l'*Ausländereinsatz*, c'est-à-dire la mobilisation de la main d'œuvre étrangère, pour le compte du GBA de Sauckel. Derrière cet euphémisme se trouve toutes les particularités des forces de travail imaginées par l'idéologie nazie : travailleurs libres, *Hilfsarbeiter* (travailleurs requis), *Kriegsgefangenen* (prisonniers de guerre), forçats.

Les différents statuts de Soviétiques en Lorraine

Ces catégories se retrouvent dans le statut des Soviétiques présents en Lorraine. De leur statut résulta une histoire qui ne peut plus être assimilée à la mémoire locale qui fit de tous ces hommes et ces quelques femmes des prisonniers de guerre et des Russes. Au sens strict du terme, ce ne fut pas toujours le cas. Il y eut aussi des travailleurs libres et des déportés²⁷ originaires de Biélorussie et d'Ukraine.

Les prisonniers de guerre

Après le tri des éléments « dangereux » assassinés en première ligne ou dirigés vers des camps de concentration dans le *Reich* et en Pologne, les prisonniers de guerre bien portants furent affectés aux entreprises. En Lorraine, ils furent employés essentiellement dans les mines et la sidérurgie. Les premiers arrivants travaillèrent dans les charbonnages. L'homme de Goering, Paul Pleiger, président de l'Association du *Reich* pour le charbon, obtint que les prisonniers russes fussent utilisés en priorité dans sa branche. En septembre 1942, deux grands immeubles de la cité Neuland à Creutzwald, furent

²³ ADM, 16 AL 11.

²⁴ *Ibid.*, lettre du 28 janvier 1915.

²⁵ François Roth, *La Lorraine annexée. Étude sur la Présidence de Lorraine dans l'Empire allemand (1870-1918)*, Thèse, Lettres, 1973, p. 609-610.

²⁶ Ulrich Herbert, *op. cit.*, p. 141-142.

²⁷ Marcel Neigert, *Internements et déportation en Moselle, 1940-1945*, Metz, Centre de recherches en relations internationales de l'université, 1979.

réquisitionnés à cet effet. Une vingtaine de cadavres furent également inhumés dans le cimetière de la Houve²⁸. Mais la « main-d'œuvre forcée » fut surtout affectée à Boulay, de mai 1941 à octobre 1943, puis à Forbach, pour travailler dans les houillères du bassin, puis dans les mines et usines de Lorraine ; quelques-uns réussirent à être affectés dans des exploitations agricoles du voisinage. Par la suite, avec la systématisation de l'emploi de prisonniers, le *M-Stammlager XIIF* fut complété d'un hôpital. Sur la route de Wissembourg, les casernements de Bitche-camp virent arriver, au début de 1942, un millier de prisonniers²⁹. Leurs gardes étaient impitoyables³⁰ ; une photographie, montrant une vingtaine de soldats soviétiques, pendus aux arbres, circula à l'époque dans les rangs de la résistance lorraine³¹. Leur affectation reste inconnue. Certains travaillèrent dans un ancien ouvrage de la ligne Maginot proche, le Simserhof³² ; d'autres furent internés au camp de Veckring. Les Allemands leur firent démonter, dans des conditions de travail et de détention très dures, les rails et le réseau de barbelés du fort du Hackenberg³³.

L'utilisation plus systématique des prisonniers russes dans l'économie de guerre conduisit rapidement les Allemands à rationaliser leur distribution aux industriels. Ainsi, de septembre 1941 à novembre 1944, un *stalag* fut installé au Ban Saint-Jean, à Dentig, dans d'anciens baraquements de la ligne Maginot. Il servit d'annexe au *Stalag XIIF/Z*, opérant le triage de la main-d'œuvre des mines de fer de Moselle, de Meurthe-et-Moselle, des mines de charbon de Moselle et de Sarre, et des usines sidérurgiques lorraines. Il réceptionna également les blessés, les malades et les inaptes au travail renvoyés par les *Arbeitskommandos*, qu'il dirigeait ensuite vers Boulay : 12 424 Russes transitèrent par ces camps et 2 879 y moururent (23,18 %) ³⁴. Après le retournement du général soviétique Vlassov par les autorités du *Reich*, les Ukrainiens et les Russes anticommunistes eurent le choix entre conserver le statut de *Kriegsgefangener* ou d'opter pour une semi-liberté de l'*Ostarbeiter*. Ainsi s'expliquent les différences constatées entre le sort général des prisonniers de guerre et le lot particulier de certains.

À compter de la fin août 1942, les industriels du bassin de Briey furent avertis de la prochaine affectation d'une main-d'œuvre complémentaire. Ils devaient prévoir l'encadrement requis par les autorités allemandes pour accueillir ces prisonniers. Chacune des entreprises minières de la région dut élever dans les plus brefs délais un camp pour les héberger. Les plans des baraquements, achevés de la mine Karl-Ferdinand de Hettange-Grande, furent communiqués dès novembre à toutes les mines. Mais, les minières possédant un parc immobilier important, il arriva qu'elles l'utilisassent pour accueillir leurs prisonniers. Ainsi, à Audun-le-Tiche, où l'*A.R.B.E.D.*, qui gérait les actifs de l'ancienne Société minière des Terres Rouges, affecta l'ancienne cantine des célibataires à ce service. Les bâtiments furent sommairement entourés de barbelés et l'ancienne prison communale, sise dans ce périmètre, reprit du service.

Les trois mines meusiennes et la plupart des villes de Moselle et de Meurthe-et-Moselle reçurent leurs contingents à compter de décembre 1942. Certains furent logés sur le lieu de production, d'autres dans les cantines des travailleurs italiens ou dans des baraquements de la ligne Maginot : à Boulogny, à Joudreville et Amermont³⁵, à Nilvange (mine Victor)³⁶, à Suzange³⁷, à Neuchef, à

²⁸ Pascal Brenneur, « Les nécropoles soviétiques en Lorraine », *Le Pays Lorrain*, n° 1, 1989, p. 48 et *Le Républicain Lorrain* des 17 et 24 décembre 1983.

²⁹ *Ibid.*, p. 49. Une enquête de gendarmerie, en 1945-1946, estima que 700 à 800 Russes décédèrent dans ce camp.

³⁰ L'un d'eux fut jugé par le tribunal militaire de Metz, fin mai 1947, aux travaux forcés à perpétuité pour avoir assommé à coups de crosse, puis exécuté d'une balle un prisonnier russe [*Le Lorrain* du 25 mai 1947].

³¹ Léon Burger, *Le groupe « Mario »...*, *op.cit.*, p. 73. L'auteur des reproductions était un photographe de Hagondange, Philippe Moser.

³² Témoignage de Henri Schoenhentz à l'auteur du 25 juin 1996.

³³ A. Hohnadel, R. Varoqui, *Tourisme militaire dans le plus gros ouvrage de la Ligne Maginot : le fort du Hackenberg*, Veckring, Amifort, 1990, p. 27.

³⁴ Reinhard Otto, Rolf Keller, Jens Nagel, *op. cit.*, p. 577 ; Pascal Brenneur, *op.cit.*, p. 51, sur la base du *Républicain Lorrain* des 9, 12, 17 et 20 février 1980, 23 janvier et 16 février 1987, validait l'hypothèse des 204 fosses communes et des 20 000 morts dont parlèrent *Le Messin* du 31 octobre, *Le Lorrain*, *Le Courrier de Metz* et *Le Républicain lorrain* du 16 novembre 1945.

³⁵ 150 Russes travaillaient dans ces deux dernières mines [Témoignage de Lambert Ortolani, Serge Bonnet, *L'Homme de fer, II (1930-1959)*, Nancy, Centre d'études sociologiques, 1977, p. 196]. Jacques Dupâquier, qui échappait au Service du travail obligatoire en étant employé au roulage de la mine de Joudreville, signale la présence de 300 prisonniers soviétiques pour cette seule mine [« Un normalien dans les mines de fer », André Montagne, Edouard Tincelin, Jacques Astier et Jean-Arthur Varoqueaux, *Les mines de fer de Lorraine*, Paris, UIMM, 1992, p. 119].

³⁶ René Caboz, *La bataille de Thionville. 25 août-25 décembre 1944*, Sarreguemines, Pierron, 1994, p. 92.

³⁷ A compter de 1943 [« Le camp de Suzange », *Les Amis d'Adrien Printz*, n°5, 1992, p. 30], ce camp accueillit des prisonniers ukrainiens [Pierre Denis, *op.cit.*, p. 383].

Marspich, à Florange, à Elange, à Knutange³⁸, à Elzange, à Terville, à Thionville (près de l'ancien crassier de Wendel), à Hettange-Grande, à Ottange (dans des bâtiments de la mines Ottange III, sur la route de Rumelange³⁹ et sur le fonds de Nondkeil), à Nondkeil (à l'infirmerie de la mine Ottange II)⁴⁰, à Audun-le-Tiche⁴¹, à Aumetz (sur la route menant à Audun)⁴², à Crusnes, à Droitaumont⁴³, à Labry, à la mine Saint-Pierremont de Mancieulles⁴⁴, à Anderny⁴⁵, aux mines « Orne et Moyeuve » entre Jœuf et Moyeuve⁴⁶, à Piennes, à Landres, à La Mourière, à Murville⁴⁷, à Moustiers⁴⁸, à Jarny-Giraumont⁴⁹ et à Valleroy⁵⁰. Hayange en compta même sept, au Faubourg Sainte-Berthe, rue Saint-Joseph, à la mine Carl Lueg⁵¹. Les anciennes casernes de la ligne Maginot de Tressange et Ludelage reçurent également des prisonniers russes.

Les travailleurs requis (*Hilfsarbeiter*)

L'aménagement des cavités, mines et tunnels, en abris ou en usines souterraines impliquait également l'utilisation de main-d'œuvre « auxiliaire ». A Amnéville, un *Gemeinschaftslager der Deutsche Arbeitsfront* accueillit 1 252 *Hilfsarbeiter* des deux sexes. D'autres arrivèrent à Errouville mi-mars 1944. Gardés par des sentinelles de l'organisation *Todt*, ils étaient logés dans un ancien cantonnement de la ligne Maginot d'Errouville. Comme à Amnéville, ce regroupement présenta la particularité d'être mixte, 1 200 hommes et 400 femmes⁵². Il ne s'agissait pas de camps de prisonniers, puisque hommes et femmes vivaient ensemble et des naissances furent signalées, dix-sept à Amnéville⁵³ et cinq à Errouville⁵⁴ ; il existât même à Amnéville un journal destiné à ce seul public... Des *Ostarbeiter* les rejoignirent un mois plus tard, à Villerupt et à Thil. Environ 2 000 hommes, Russes et Ukrainiens, mais aussi Serbes, Polonais, Portugais et Espagnols vinrent former une « colonie de travailleurs étrangers ». Les premiers s'étaient portés volontaires pour intégrer l'organisation *Todt*, les autres avaient été requis dans les camps de chômeurs d'Europe. Ils furent logés dans des groupes scolaires, cafés, cinémas et salles des fêtes des deux cités ouvrières⁵⁵. Ils furent affectés, comme les auxiliaires d'Errouville, à l'aménagement de la mine du syndicat de Tiercelet en usine souterraine.

D'autres camps apparurent à mesure des travaux entrepris par les Allemands pour camoufler leur industrie de guerre⁵⁶. À Algrange, la mine Burbach accueillit, à compter du 11 mai 1944, cinq

³⁸ Marcel et Marie-Louise Kaercher-Régner, *Knutange, son histoire*, Knutange, Imp. Klein, 1987, p. 535.

³⁹ Jacques Vincent, « Souvenirs de guerre d'un français sous l'uniforme américain. Du débarquement (6 juin 1944) à sa démobilisation (15 août 1945) », *La Revue lorraine populaire*, juillet 1991, p. 249.

⁴⁰ Témoignage de Richard Cottenga à l'auteur du 1er septembre 1998.

⁴¹ 84 Russes, qualifiés abusivement d'*Ostarbeiter*, furent employés de décembre 1942 à septembre 1944 à la mine Saint-Michel. Arrivés par six convois, entre le 11 décembre 1942 et le 23 octobre 1943, 11 furent évacués le 1^{er} septembre 1944, 40 furent libérés le 17 octobre suivant ; 29 avaient été renvoyés, quatre n'avaient pas de date de sortie, vraisemblablement morts [Archives privées, *cahier des entrées et sorties* de personnel d'octobre 1940 à avril 1952] ; Gérald Arboit, *Terres Rouges. Le fer et le feu à Audun-le-Tiche*, Audun-le-Tiche, C.E. ARBED, 1997, p. 83-84, et Eugène Gaspard, Alain Simmer, *Le canton du fer*, Thionville, 1978, p. 210-213.

⁴² 80 prisonniers, auxquels s'ajoutaient leurs familles, soit 150 personnes [« Aumetz. 50^e Anniversaire de la Libération. 10 septembre 1944/1994 », p. 45 et 88].

⁴³ Archives départementales de Meurthe-et-Moselle (ADMM), rapport de l'intendant de la Police nationale au Préfet du 24 février 1944.

⁴⁴ 67 prisonniers arrivèrent en janvier 1943. Ils furent suivis de 45 en juin, 120 autres (âgés de dix-neuf à quarante-huit ans) en octobre, 135 en janvier 1944 et 62 en avril. Le camp exista dix-neuf mois durant. Cf. Pascal Brenneuer, *op.cit.*.

⁴⁵ Les 90 prisonniers étaient répartis entre les mines d'Anderny-Chevillon et de Sancy.

⁴⁶ 250 prisonniers, de dix-huit à quarante-trois ans, arrivèrent le 5 septembre 1942.

⁴⁷ Respectivement 120, 50, 120 et 90 Russes.

⁴⁸ Cf. les témoignages d'André Lamotte et de Joseph Montarello, *Ibid.*, p. 195.

⁴⁹ Cf. le témoignage d'Edouard Janowski, *Ibid.*, p. 196.

⁵⁰ Cf. *Le Républicain lorrain* des 19 août 1979 et 5 septembre 1987, et la liste des militaires russes inhumés au cimetière national de Valleroy, guerre de 1939-1945 édité par la ville de Valleroy et la direction départementale du secrétariat d'Etat aux Anciens combattants de Nancy le 20 juillet 1971.

⁵¹ Adrien Printz, *Hayange d'un siècle à l'autre*, Sérémange, Impr. Marchal Florange, 1980, p. 204 et Jean-Luc Périoli, *Le mineur de fer au quotidien. Mines d'Hayange, Knutange*, Ed. Fentsch vallée, 1995, p. 66. Se fondant sur les rapports d'exploitation des mines d'Hayange, pour la période 1940-1944, M. Périoli établit que 224 prisonniers (effectif optimal) furent employés entre le 1^{er} janvier 1943 et le 31 août 1944.

⁵² ADMM, W 1059/7, rapport des RG de Briey du 30 mars 1944.

⁵³ Entre le 15 février 1943 et le 11 août 1944, *Le Républicain lorrain* du 27 novembre 2007.

⁵⁴ ADMM, W 1059/7, rapport du 30 mars 1944, AODACVG, « table contenant dix naissances (...), close et arrêtée ce vingt-quatre janvier mil neuf cent quarante-cinq par nous François René, maire d'Errouville » et *Le Républicain lorrain* du 28 avril 1979.

⁵⁵ *Ibid.*, rapport du commissaire spécial des RG, à Longwy, du 28 avril 1944.

⁵⁶ Eugène Gaspard, *op.cit.*, p. 121-144.

cents prisonniers russes de l'organisation *Todt*⁵⁷. Comme à Aumetz, ces *Zwangsarbeiter* comprenaient aussi bien des enfants, des vieillards, des femmes que des hommes. Ils étaient partisans, condamnés politiques ou travailleurs récalcitrants. Ces « travailleurs forcés » accomplirent les besognes manuelles les plus pénibles et dangereuses. Ainsi, trente Ukrainiennes furent affectées à l'aménagement de la mine Wilhelmine d'Ottange, fin 1943⁵⁸, d'autres au creusement d'une tranchée le long de la route d'Hussigny à Audun-le-Tiche, au printemps et à l'été 1944.

D'autres travailleurs requis furent affectés dans les usines de production de matériels de guerre. À Wittring, dans les houillères, des prisonniers de guerre italiens cohabitèrent avec des soviétiques et des *Ostarbeiterinnen* ukrainiennes ; si les femmes eurent droit à un logement dans des bâtiments en briques rouges, sur les hauteurs, ou au couvent voisin de Neufgrange, les hommes furent internés sur une quinzaine de péniches amarrées le long de la Sarre, à Weidesheim, ou sous des tentes⁵⁹. A Florange, trois cents prisonniers étaient détenus au camp de Bétange⁶⁰. Dans le gros ouvrage de Métrich, un fort de la ligne Maginot, des Ukrainiennes furent employées à une chaîne de montage de torpilles ; le 11 novembre 1944, 78 d'entre-elles furent tuées par des tirs américains qui visaient un hypothétique casernement de la Wehrmacht⁶¹. Des femmes et des jeunes filles russes furent employées dans les usines de Hagondange⁶². Deux autres occupèrent des postes de femmes de ménage dans les bureaux de Terres Rouges à Audun-le-Tiche⁶³.

Les déportés

Les soldats soviétiques tombant entre les mains des troupes allemandes confrontèrent l'*OKW* à une nouvelle attitude, l'extermination d'adversaires politiques⁶⁴. Hitler avait ordonné l'élimination des éléments « dangereux » de l'armée Rouge, c'est-à-dire les cadres du parti communiste, plus particulièrement les commissaires politiques. La *Wehrmacht* fut donc obligée d'opérer un « tri des éléments considérés d'un point de vue racial ou politique comme indésirables ». Remis ensuite aux Sections spéciales (SS), ils furent abattus ou envoyés en camp de concentration. Les survivants furent démobilisés. En novembre 1941, Himmler décida de ne conserver que les prisonniers aptes à travailler dans les carrières. Près de 600 000 prisonniers furent ainsi épurés. Rien que pour décembre 1941, les SS exécutèrent 16 000 des 22 000 Russes remis par l'armée⁶⁵.

Le camp de concentration de Natzwiller accueillit, à compter de novembre 1941, des déportés russes. Combien étaient-ils ? Personne n'a, à ce jour, fourni de chiffre précis⁶⁶. Tout juste sait-on qu'ils constituaient, en août 1943, plus de la moitié des déportés. D'après leurs noms, ils étaient soit Ukrainiens, soit Polonais. Même le nombre de morts n'a pu être établi officiellement. Le tribunal militaire de Metz admit seulement, le 15 juin 1954, que des Russes y avaient été tués⁶⁷. Certains servirent à des expérimentations médicales. Le professeur en médecine Hirt proposa de réunir des crânes de « commissaires judéo-bolcheviques⁶⁸ ». Des déportés soviétiques furent également envoyés

⁵⁷ BundesArchiv (Coblence), R7, 1214, f. 1.

⁵⁸ Témoignage de Jean-Pierre Geisel, dans Eugène Gaspard, *op.cit.*, p. 132.

⁵⁹ Témoignage de Robert Mourer dans *Le Républicain lorrain* du 28 novembre 2007.

⁶⁰ *Le Républicain lorrain* des 24 décembre 2004 et 29 novembre 2007.

⁶¹ Nicolas Dicop, *Les épreuves d'une bourgade lorraine au cours de la Deuxième Guerre mondiale : Koenigsmacker-Métrich*, 1980, p. 77.

⁶² Marcel Neigert, *op.cit.*, p. 40. Il s'agissait de condamnées politiques [Archives privées, lettre du directeur de l'usine de Hagondange au directeur Cordes à Hayange du 4 juin 1941, sur l'édification d'un camp de 440 places pour des condamnés au travail]

⁶³ Archives privées, *Stammrole Hilfspersonal Rothe Erde*.

⁶⁴ Christian Streit, « Les prisonniers maudits... », *op.cit.*, p. 12-13 ; sous réserve, compte tenu de l'analyse idéologique, Norbert Muller et Margers Vestermanis, « Verbrechen der faschistischen Wehrmacht an sowjetischen kriegsgefangenen 1941-1945 », *Militärgeschichte* [Allemagne de l'Est], 1977, vol. 16, n° 1, p. 15-27.

⁶⁵ Christian Streit, *op.cit.*, p. 12, J. Billig, *op.cit.*, p. 67 et Karel C. Berkhoff, « The mass murder of soviet prisoners of war and the holocaust: how were they related? », *Kritika: Explorations in Russian and Eurasian History*, 2005, vol. 6, n° 4, p. 789-796.

⁶⁶ Pavel Polian (trad. Elaine MacKinnon), « First victims of the holocaust: Soviet-Jewish prisoners of war in German captivity », *Kritika: Explorations in Russian and Eurasian History*, 2005, vol. 6, n° 4, p. 763-787.

⁶⁷ ADM, J 7226, documents polycopiés relatifs au procès du Struthof. En trois ans et demi, quatre mille cinq cents Polonais y moururent.

⁶⁸ Vladimir Claude Fišera, « Document : Le témoignage du docteur Leo Fritz sur les crimes nazis commis dans le camp de concentration de Natzwiller-Struthof. Traduction, présentation et notes d'après l'édition yougoslave de Dragoljub Kocic », *Revue d'Alsace*, t. 114, 1988, p. 231-n°17 et 235-n°28.

au camp de rééducation de Schirmeck-Vorbrück. Sur les quatre-vingts décès recensés, on dénombre deux Russes⁶⁹.

Dans les camps, les détenus étaient affectés à un des *Kommandos* de travail ou envoyés dans ceux que Natzwiller avait à l'extérieur. Au Struthof, certains le sont à la carrière. On n'est guère renseigné sur leur histoire sinon à rappeler les dures conditions du *Kommando*⁷⁰. Nous sommes mieux renseignés sur les affectations d'un camp annexe de Natzwiller, en Meurthe-et-Moselle à Thil⁷¹. Les huit Russes qui y arrivèrent le 3 juillet 1944 étaient âgés de dix-neuf à quarante-quatre ans dont sept furent classés *Arbeitszwang Ausland (AZA)* aptes au travail à l'étranger, le dernier étant encore un *Kriegsgefangener*⁷². Des déportés russes furent envoyés au camp de Woippy en Moselle. De novembre 1943 à fin août 1944, il accueillit plus de 4 000 prisonniers⁷³, dont un grand nombre de Soviétiques. Ces derniers étaient employés aux usines *Hobus*, séparées du camp par la route de Metz. Le 28 août 1944, 100 prisonniers russes furent évacués par les autorités allemandes⁷⁴. Le sort des autres prisonniers resta inconnu jusqu'en avril 1963. A cette époque, les travaux de nivellement de l'autoroute A4, à six cents mètres du camp, mirent à jour quatre fosses communes. Des corps nus furent retrouvés, recouverts de chaux ; toute identification était rendue impossible⁷⁵, ouvrant la voie à toutes sortes de supputations. La responsabilité du commandant du camp de Queuleu, Georg Hempten, fut avancée⁷⁶. On pensa également à la fin précipitée du voyage d'un train venant de Compiègne. Mais, la présence de boutons de vareuses soviétiques vint rapidement démentir ces hypothèses.

La présence de prisonniers, de travailleurs requis et de déportés soviétiques en Lorraine reste un chapitre peu connu de l'histoire de la Seconde Guerre mondiale. Les monographies locales en font peu de cas et, quand elles en font, elles versent dans l'exagération propre à l'évocation mémorielle de cette époque. En outre, les sources semblent manquer, surtout dans les dépôts publics de Moselle et de Meurthe-et-Moselle. Le dépôt des archives de l'ARBED, privées comme héritées des sièges fusionnés, aux Archives nationales de Luxembourg et à l'Espace archives d'Arcelor-Mittal à Florange, peuvent révéler une utile documentation. Mais le désintérêt relatif des historiens pour l'histoire minière et sidérurgique du temps de guerre n'en a pas encore, sauf exceptions notables, fait émerger les richesses. Toutefois, il est à craindre que ces archives industrielles fussent épurées, à diverses époques depuis 1944, intentionnellement ou non. Quant aux archives allemandes ou aux résultats du renouveau historique russe post-soviétique, notamment l'ouvrage fondamental de Pavel Marcovich Polian⁷⁷, ils sont restés peu accessibles aux historiens locaux, qui de toutes façons préfèrent s'en remettre aux témoignages, souvent obscurcis par la mémoire, d'acteurs de cette époque. Cet aspect de l'histoire sociale lorraine est toujours à écrire.

Pourtant, la Lorraine a toujours accueilli des prisonniers de guerre. Depuis les guerres napoléoniennes, des dépôts se succèdent dans ces régions, parfois aux mêmes endroits d'un conflit à l'autre. Il faut cependant attendre la Première Guerre mondiale pour que l'utilisation des soldats vaincus dans l'industrie lorraine fut instituée. L'illusion que la question des prisonniers de guerre soviétiques s'inscrivît dans le cadre plus large de la politique raciale nazie néglige généralement cette antériorité et rend incompréhensible les différents statuts imposés à ces citoyens soviétiques implantés dans la région. De même, les données manquent encore quant à l'utilisation des prisonniers des deux guerres dans l'agriculture. Elles manquent aussi pour la région avec laquelle la Moselle connut

⁶⁹ Jean-Claude Richez, « Le camp du Struthof. L'horreur dans les Vosges », *Saisons d'Alsace*, n°121, « La guerre totale-1943 », p. 58-63 (et *Encyclopédie d'Alsace*, vol. 12, p. 7164-7165). Charles Bene, *L'Alsace dans les griffes nazies. V. Organisations policières nazies. Prisons et camps de déportations en Alsace*, Raon l'Étape, Fetzter SA, 1980, p. 60.

⁷⁰ *Ibid.*, et entre autres, Henry Allainmat, *Auschwitz en France*, Paris, Presses de la Cité, 1974.

⁷¹ Eugène Gaspard, *Les travaux du III^e Reich entre Alzette et Fensch*, Thionville, Gérard Klopp, 1992, p. 13-120 ; G. Arboit, « Un village dans la tourmente : le 10 septembre 1944 à Audun-le-Tiche », *Le Pays-Haut*, n°3-4, 1995, p. 49-50.

⁷² Archives de l'Office départemental des Anciens combattants et Victimes de guerre (AODACVG, Nancy), doc. Arolsen, liste nominative des prisonniers adressée par Natzwiller à Thil du 29 juin 1944.

⁷³ La liste des matricules du camp contient 4 336 entrées, mais, comme le note Marcel Neigert, *op. cit.*, p. 3, il n'est pas rare de trouver deux ou trois fois le même nom. Il y avait, en outre, quatre cent soixante-quatre internés mosellans.

⁷⁴ Marcel Neigert, *op. cit.*, p. 62. Cf. Léon Burger, *Le groupe « Mario ». Une page de la résistance lorraine*, Metz, Imp. Louis Hellenbrand, 1985, p. 110.

⁷⁵ Pierre Denis, *La libération de Metz*, Metz, Ed. Serpenoise, 1994, p. 28-n. 34.

⁷⁶ Léon Burger, *Tragédie mosellane : le fort de Queuleu*, Metz, Imp. Louis Hellenbrand, 1973, p. 83.

⁷⁷ *Жертвы двух диктатур. Советские военнопленные и оstarбайтеры в Третьем рейхе и их репатриация* [Les victimes des deux dictatures. Prisonniers de guerre soviétiques et Ostarbeiters sous le Troisième Reich et leur rapatriement], Moscou, Zirz, 1996, rééd. 2002.

l'annexion de fait, l'Alsace. Il reste encore une histoire culturelle des prisonniers de guerre à entreprendre.